

La lettre du réseau Ecole du Parti communiste français
novembre 2022

Quand l'égalité est devenue une vaine promesse

Le discours néolibéral ne cesse de promettre une plus grande égalité au sein de l'école. Le ministre lui-même, constatant que « l'école est injuste avec les pauvres » assure que ce sera sa priorité !

Mais derrière cette rhétorique qui se veut rassurante, la réalité est que les inégalités ne cessent de croître au mépris de l'avenir scolaire des enfants des familles populaires.

La rentrée a porté de nouveaux coups dans ce sens.

La formation professionnelle, livrée aux volontés de profits des grandes entreprises et de leurs actionnaires, laissera progressivement de côté les lycées professionnels publics qui restent pourtant le lieu essentiel de formation des enfants des milieux populaires.

Pour résoudre le grave déficit de recrutement qui prive le système scolaire d'un nombre suffisant d'enseignants, le gouvernement semble préférer le développement des emplois précaires plutôt que la revalorisation des salaires et l'amélioration des conditions de travail.

Et les décisions de se multiplier dont nous constatons qu'elles ne cessent de favoriser les plus riches.

Pour la droite libérale au pouvoir, il suffit de promettre l'égalité dans le discours et peu important les effets. Mais pour les communistes, c'est le rôle même de l'action publique que de permettre l'effectivité de cette égalité au quotidien de la vie des citoyennes et citoyens car il n'y a pas de justice sociale qui tienne si elle n'est pas réelle.

Paul Devin, Réseau Ecole

Sommaire

- Rentrée scolaire : moins de profs et davantage d'inégalités !
- Menaces sur l'Éducation prioritaire
- Méprisants ... et autoritaristes
- La réforme du lycée professionnelle : cynique et injuste
- Des AESH de luxe !
- Le réseau Ecole

La lettre du réseau Ecole est coordonnée par Stéphane BONNÉRY, Paul DEVIN, Sébastien LABORDE, Marine ROUSSILLON

Rentrée scolaire : moins de profs et davantage d'inégalités !

L'habitude assurance ministérielle de la rentrée nous a affirmé, une fois de plus, que tout allait bien ... Le discours n'est pas nouveau, mais cette année, il a été encore plus difficile à croire que d'habitude.

La presse a régulièrement témoigné des immenses difficultés que le service public rencontre désormais pour qu'une enseignante ou un enseignant soit bien présent devant chaque classe ! Car à force de mépriser les profs par des salaires insuffisants et des méthodes managériales qui ne cessent de détériorer leurs conditions de travail, il n'y a plus assez de candidats aux concours. Voilà désormais que, pour pallier le déficit, on recrute en vingt minutes, sans véritablement se soucier de la capacité à exercer le métier. Une part de ces recrutés de dernière minute démissionnera très vite, prenant conscience de la difficulté du travail. Le reste tentera de tenir...

Mais d'évidence, il n'y aura pas un prof devant chaque classe tout au long de l'année.

Alors qu'il faudrait s'engager dans une politique de pré-recrutement où des jeunes disposeraient de temps et de moyens pour se préparer à l'exercice d'un métier difficile, le gouvernement persiste à combler les déficits de recrutement par des emplois contractuels recrutés à la va-vite et n'offrant aucune véritable garantie qualitative. Bien sûr, ces jeunes contractuels cherchent à répondre au mieux aux besoins de leurs élèves mais que peuvent-ils faire sans formation et sans véritable accompagnement ? Et ce n'est certainement pas le cadre précaire de leur emploi qui peut les y aider !

A côté de cela, un nombre croissant d'enseignantes et d'enseignants veulent quitter leur métier : ils ne parviennent plus à donner du sens aux injonctions qui leur sont faites, sont épuisés de ne recevoir aucun soutien, ni aucune aide lorsqu'ils rencontrent des difficultés éprouvantes et n'acceptent plus de voir leurs conditions de travail et de rémunération se dégrader sans cesse.

Qui pourrait croire qu'une telle école est à même de répondre à sa mission première : la réussite égalitaire des élèves ?

Au contraire, faute des moyens nécessaires à l'exercice de ses missions, elle fait le jeu des dominations sociales. S'y construit une distinction toujours plus marquée entre ceux qui ont la possibilité de payer des compensations à la baisse qualitative du service public et ceux qui ne l'ont pas. En finançant l'enseignement privé de la maternelle à l'université, en soutenant les startups à qui on délègue désormais des pans du service public, l'argent public s'avère de plus en plus généreux pour ceux qui ont déjà tout pour réussir.

Le résultat nous le connaissons : les écarts marqués qui caractérisent déjà l'école française vont se creuser encore et renforcer davantage les inégalités.

Menaces sur l'Éducation prioritaire

C'est à Roger Chudeau, député du Rassemblement national, que l'Assemblée nationale a confié la présidence de la Mission d'information chargée de dresser un panorama et un bilan de l'éducation prioritaire. Cela constitue d'évidence une source de grande inquiétude puisqu'ayant collaboré à la rédaction du programme de son parti, Roger Chudeau défend la fin des « discriminations positives » qu'il juge inégalitaires.

De nouveaux périls menacent donc l'Éducation prioritaire qui pourraient se lier avec les volontés macroniennes de substituer des contrats locaux à la politique nationale ... histoire d'y mettre fin tout en prétendant l'améliorer !

Méprisants

On attendrait d'un gouvernement qu'il fasse en sorte que l'État soit un employeur exemplaire, particulièrement attaché au respect de ses obligations...

En septembre, des AESH n'ont pas touché leur traitement et ont donc du attendre ... Leur faible salaire constitue déjà une difficulté majeure pour assurer les nécessités vitales dont celles du logement. On imagine les conséquences d'un retard de paiement sur leur vie quotidienne !

Les retraités attendent toujours le paiement des 4% d'augmentation de leur pension pour les mois de juillet et août ... Plusieurs fois reporté !

Le discours gouvernemental s'engageant à la revalorisation des salaires enseignants multiplie les formules qui laissent croire à une détermination arrêtée ... mais la succession de propos flous et contradictoires pourrait présager de grandes déceptions.

... et autoritaristes !

Nul doute que l'agent de la Fonction publique ait des obligations réglementaires mais elles ne peuvent se confondre avec une subordination absolue aux volontés des supérieurs hiérarchiques, et cela plus encore lorsqu'il s'agit de la liberté d'action syndicale. C'est pourquoi, il est inacceptable que des agents, hors de toute procédure disciplinaire et donc sans véritable possibilité de se défendre, puissent être déplacés par des mesures conservatoires.

La réforme du lycée professionnel : cynique et injuste !

La formation professionnelle va être réformée en profondeur dans l'objectif annoncé d'une meilleure adéquation entre les formations proposées et les besoins d'emploi des entreprises.

Le modèle de l'apprentissage

Pour ce faire, le gouvernement entend développer le modèle de l'apprentissage, c'est-à-dire une formation où l'apprenti-e est formé-e en alternance dans un centre de formation d'apprenti-es (CFA) et au sein de l'entreprise. Présenté comme capable de résoudre l'ensemble des problèmes, ce modèle s'avère en réalité bien moins pertinent que la formation professionnelle scolaire en lycée professionnel et ce tout particulièrement pour former les jeunes des milieux populaires et notamment ceux qui rencontrent des difficultés.

Les aides exceptionnelles accordées aux entreprises en faveur des contrats d'apprentissage n'ont réussi à augmenter le nombre de contrats d'apprentissage qu'au profit des élèves les plus favorisés. Pour les autres, du fait de ruptures de contrat, l'apprentissage s'avère incapable de qualifier 40% d'entre eux et elles et de leur garantir un avenir professionnel. De plus, l'apprentissage s'avère discriminant dans l'accès des filles et des jeunes issus de l'immigration maghrébine et subsaharienne. De nombreuses études et analyses, d'origines diverses, ont accrédité ces constats. Les pays où l'apprentissage est une voie dominante (Suisse, Allemagne, ...) connaissent ces mêmes discriminations.

Sur le plan de l'emploi, les volontés adéquationnistes du projet gouvernemental ciblent les besoins immédiats des entreprises vers des métiers particulièrement pénibles et peu valorisants exercés dans le cadre d'emplois précaires et peu rémunérés. Cette orientation privilégie l'intérêt courttermiste des entreprises au mépris d'une valorisation de la formation professionnelle fondée sur l'intérêt général. Cette valorisation permettrait au lycée professionnel d'être le lieu essentiel pour former à des métiers capables de répondre aux enjeux de la transition environnementale, de la réindustrialisation ou de la prise en charge des personnes dépendantes issues du vieillissement de la population.

La réforme du lycée professionnel

Le lycée professionnel est le seul lieu qui permet une formation générale indispensable qu'il s'agisse de transmettre une culture commune, de développer les capacités de jugement raisonné ou de disposer des connaissances nécessaires à l'exercice des droits et de la citoyenneté. En affirmant un développement conjoint du temps de formation générale et du temps de stage en entreprises laissé à l'arbitrage local, le gouvernement ne peut ignorer qu'au vu des moyens d'enseignement dont ils disposeront, il y a fort à craindre que les établissements soient contraints à diminuer davantage encore l'enseignement général. De plus, la réduction du temps scolaire de l'élève risque de fortement réduire les projets

culturels, artistiques et sportifs. Elle nuira à la réussite de toutes celles et ceux qui nécessitent des accompagnements importants pour dépasser leurs difficultés et contribuera donc à augmenter les inégalités

Le lycée professionnel aussi le lieu qui permet une formation professionnelle qui ne se réduit pas à l'apprentissage de quelques gestes techniques liées à un poste de travail particulier mais permet la découverte de l'ensemble des aspects de leur métier et garantit une compétence professionnelle globale.

Enfin, la réforme gouvernementale est celle de l'expérimentation d'une libéralisation qui, à terme, livrera progressivement les cartes de formations, la définition des contenus d'enseignement et la responsabilité de la diplomation aux volontés des entreprises.

Quelles perspectives alternatives ?

Renforcer les perspectives éducatives

Lieu essentiel de la formation des jeunes des milieux populaires, le lycée professionnel doit être renforcé dans ses finalités éducatives et émancipatrices. Il en va de la capacité de ces jeunes à pouvoir exercer leur citoyenneté par l'exercice d'un jugement raisonné et l'appropriation d'une culture commune. Il en va aussi de leur capacité à défendre leurs droits tant comme citoyennes et citoyens que comme travailleuses et travailleurs.

Former à l'exercice d'un métier

Alors que la demande du patronat se suffit d'une formation permettant la reproduction d'une série de tâches liées à un poste particulier, le lycée professionnel est à même de construire une culture de métier qui permet la transmission d'un ensemble de techniques professionnelles et contribue à donner du sens au travail.

Faire du lycée un outil majeur pour l'avenir

Alors que le projet gouvernemental soumet la formation professionnelle aux besoins courttermistes et locaux des entreprises, le lycée professionnel pourrait, au contraire être l'acteur majeur du développement des métiers nécessités par le contexte environnemental et social : métiers de la transition énergétique et environnementale, métiers nécessaires à la réindustrialisation, métiers liés aux besoins croissants consécutifs au vieillissement de la population et à une meilleure prise en compte de la dépendance.

Une telle perspective constituerait un enjeu essentiel de valorisation de notre jeunesse, notamment issue des milieux populaires, en leur donnant un rôle essentiel pour l'avenir de notre monde par l'exercice de leur profession. Il en ressort un enjeu majeur dans une société où le sens du travail fait souvent défaut.

Pour que ces ambitions puissent devenir réelles, le lycée professionnel a besoin d'être renforcé dans son rôle, plutôt que d'être mis en doute par un discours mensonger qui laisse croire aux miracles de l'apprentissage. Il nécessite davantage de professeuses et professeurs et pour cela des

mesures capables de renforcer l'attractivité vers cette profession par l'amélioration des salaires et des conditions de travail.

Le communiqué de presse du PCF

« Sous couvert d'une réforme de l'enseignement professionnel, le gouvernement entend développer le modèle de l'apprentissage, présenté comme capable de résoudre l'ensemble des problèmes. Ce modèle s'avère en réalité bien moins pertinent que la formation en lycée et particulièrement pour les jeunes qui rencontrent des difficultés.

Le projet gouvernemental cible les besoins immédiats des entreprises vers des métiers particulièrement pénibles et peu valorisants exercés dans le cadre d'emplois précaires et peu rémunérés. Il privilégie l'intérêt immédiat des entreprises au mépris d'une valorisation de la formation professionnelle fondée sur l'intérêt général.

Le lycée professionnel est pourtant le lieu essentiel pour former à des métiers capables de répondre aux défis de la période : transition environnementale, révolution énergétique, réindustrialisation ou encore de tous les métiers de services à la personne. Il le pourrait à condition de lui en donner les moyens. Il est le seul lieu qui permet une formation générale indispensable, une culture commune, apte à développer les capacités de jugement raisonné et les connaissances nécessaires à l'exercice des droits et de la citoyenneté.

En affirmant un développement conjoint du temps de formation générale et du temps de stage en entreprises laissé à l'arbitrage local, le gouvernement ne peut ignorer qu'au vu des moyens d'enseignement dont ils disposeront, les établissements seront contraints à diminuer davantage encore l'enseignement général. De plus, la réduction du temps scolaire de l'élève risque de fortement réduire les projets culturels, artistiques et sportifs.

Elle nuira à la réussite de toutes celles et ceux qui ont besoin d'accompagnements importants pour dépasser leurs difficultés et contribuera donc à augmenter les inégalités. Enfin, la réforme gouvernementale est celle d'une libéralisation qui, à terme, livrera progressivement les cartes de formations, la définition des contenus d'enseignement et la responsabilité de la diplomation aux volontés des seuls employeurs.

Le PCF soutient le mouvement des personnels et des lycéens, des 7 fédérations syndicales de l'enseignement professionnel, mobilisés ce 18 octobre.

Nous proposons à l'inverse des mesures gouvernementales de le renforcer dans ses finalités éducatives et émancipatrices. Il en va de la capacité de ces jeunes à pouvoir exercer leur citoyenneté par l'exercice d'un jugement raisonné et l'appropriation d'une culture commune. Il en va

aussi de leur capacité à défendre leurs droits tant comme citoyennes et citoyens que comme travailleuses et travailleurs.

Le lycée professionnel est un outil majeur pour l'avenir. Les besoins sont immenses. Ils appellent à la formation de travailleuses et travailleurs capables d'accompagner une transformation des modes de production et en capacité de transformer les pratiques dans l'entreprise et le monde du travail.

Le lycée professionnel a besoin d'être renforcé dans son rôle. Il nécessite davantage de professeuses et professeurs et pour cela des mesures capables de renforcer l'attractivité vers cette profession par l'amélioration des salaires et des conditions de travail. »

AESH de luxe pour les riches

En autorisant tacitement la présence d'AESH privées, payées par les parents d'enfants handicapés, l'administration accepte que les familles qui en ont les moyens puissent disposer des moyens d'accompagnement qui manquent aux autres. Sans doute ne peut-on pas reprocher aux parents, exaspérés par l'incurie des moyens publics, d'avoir cherché une solution. Mais, désormais c'est en fonction des revenus parentaux que se déclinera l'accompagnement des enfants handicapés : pour ceux qui peuvent, temps plein et AESH plus diplômées attirées par un salaire supérieur... Pour les autres, la portion congrue... Voilà comment ce gouvernement traite ce qu'il considère comme une grande cause nationale, priorité du quinquennat !

Le dernier numéro de Carnets Rouges

A droite toute ?
L'école publique menacée
par les idéologies réactionnaires



► Cliquez sur l'image pour télécharger

Quel sens au métier ?

Pourquoi tant d'enseignants démissionnent-ils du métier ? Qu'est-ce qui anime jusqu'à fuir des métiers choisis, voulus, ces salariés de l'éducation, du soin, des services publics, voire des métiers du privé ? Au prix de reconversions à l'opposé total de leurs choix initiaux.

Une crise du sens que l'organisation du travail, la férocité des rapports de hiérarchie, la dévalorisation des rémunérations dans certaines branches, le mépris des individus et du collectif rend insupportable de rester. Cela interroge le discours communiste afin de travailler notre visée de société. Que demande-t-on aux enseignants ?

De fermer les yeux sur le caractère profondément ségréatif du système. D'organiser dès la maternelle, un parcours scolaire où chaque individu -et sa famille- est responsable de son propre destin, de le préparer à la concurrence, de livrer bon nombre d'élève des classes populaires aux griffes du patronat. La réforme de la voie professionnelle se connecte parfaitement avec l'ubérisation galopante de l'économie dans le but d'un recul phénoménal de civilisation. Un retournement du salariat vers le servage ? La dé-civilisation dont parlait Lucien Sève.

Les fuites du métier ne se font pas forcément sur cette conscience, mais elles en sont les symptômes. Le capitalisme annihile les dynamiques individuelles et collectives. Il est demandé de renoncer à une l'éducation émancipatrice. Il est temps de situer nos propositions dans une sortie du capitalisme et dans une visée communiste de l'émancipation humaine.

Marx parlait du « pré-supposé du développement des forces productives » nécessaire à la révolution, on parlerait aujourd'hui du développement de la capacité à penser le monde pour maîtriser ces forces productives en expansion, à l'élévation du niveau de culture des peuples. L'espèce humaine n'a pas fini de développer ses capacités productives pour peu qu'on lui permette de les maîtriser collectivement. C'est d'une nouvelle civilisation dont on a besoin. Les maux que le capitalisme a engendrés et les défis qui en ont surgi peuvent trouver des résolutions s'appuyant sur les capacités humaines, l'intelligence individuelle et collective.

Je ne parle pas de la science seulement, mais de la compréhension du monde, la rencontre avec le politique, les moyens intellectuels d'agir, de lutter, pour construire un autre type de société humaine. Ce que nous appelons le communisme.

Penser un monde sans guerre, des peuples maîtrisant leur développement en lien avec la nature, passer d'une dé-civilisation en cours avec l'évolution du capitalisme, à une nouvelle civilisation humaine, cela passera nécessairement par une élévation du niveau de formation et des connaissances de tous les humains.

On sait depuis Marx que les transformations décisives ne peuvent être que l'œuvre des individus dans le collectif, eux-mêmes. C'est bien l'élévation des capacités de pensée et de maîtrise des savoirs qui sera essentielle. Cette idée est une bataille à mener et à gagner dans les combats pour l'école.

Elle doit être le fil conducteur de l'activité du PCF sur l'éducation.

Christian Foiret, fédération du Loir et Cher

Le **réseau École** permet à des militants, membres du Parti communiste français ou non, de contribuer à la réflexion autour des sujets éducatifs de manière à définir un projet communiste pour l'éducation, mais aussi d'apporter un soutien sans faille à tous ceux qui luttent au quotidien pour une école égalitaire et démocratique. Dans cette optique, le Réseau école travaille en lien avec de nombreux mouvements associatifs et syndicaux et publie, outre sa lettre électronique, la revue Carnets rouges.

Car tout au long de son histoire, le Parti Communiste Français n'a cessé de penser l'École dans ses finalités égalitaires. Dès la Libération, le plan Langevin-Wallon cherche à concrétiser le projet du Conseil national de la Résistance : « donner la possibilité effective à tous les enfants de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée, quelle que soit la situation de fortune de leurs parents ». Depuis, des projets ont été régulièrement élaborés par les élus communistes pour affirmer une égalité réelle qui, au-delà de l'énoncé d'une égalité formelle, définit les principes et engage les moyens de son effectivité. C'est par une culture scolaire commune de haut niveau que cette égalité prend réalité, dans la coopération et le partage des savoirs. Là où l'éducation néolibérale se suffit de la réussite de quelques élèves des milieux populaires, les communistes défendent l'élévation générale du niveau de connaissances et l'accès à toutes et tous aux savoirs et aux qualifications.

Si cette école de l'égalité réelle est ton projet, rejoins le Réseau Écoles, pour contribuer à une réflexion partagée et à des luttes communes.

✉ reseau.ecole-pcf@orange.fr

Un projet communiste pour l'école



► [Cliquer sur l'image pour télécharger](#)

